

Revitalisation du centre-ville : maintenant ou jamais

Depuis la fin des années 1980, on parle énormément de revitalisation du centre-ville, de l'embellissement de nos quartiers et de la dispersion commerciale. Les citoyens, comme les commerçants, qui visitent les villes du Québec reviennent souvent avec le même commentaire : «c'est donc beau le centre-ville à Sherbrooke! As-tu vu le centre-ville de Trois-Rivières? De Joliette? De Longueuil?» Il est temps d'engager le débat de façon courageuse en faisant preuve d'audace et de rigueur ici à Gatineau.

L'administration municipale actuelle a lancé le débat il y a quelques mois sur la vision du centre-ville de Gatineau. Une vingtaine de mémoires ont été déposés lors de ces consultations. À la suite de cela, l'Association des gens d'affaires et professionnels de Gatineau (AGAP) a décidé d'agir en concertation avec les résidents du quartier et les représentants du patrimoine afin de créer un comité de gestion et de revitalisation (COGER). L'objectif de ce comité est clair : déposer un projet qui rassemblera l'ensemble des acteurs du centre-ville.

On dit souvent qu'il est difficile de faire des changements importants car chacun tire la couverture de son côté. Le COGER a pour objectif de démontrer qu'il est compatible de parler de développement économique et touristique en même temps de parler de développement social et environnemental. Dans le contexte actuel, la revitalisation des artères commerciales devient l'un des leviers les plus importants dans l'embellissement de nos quartiers.

Lors de la dernière assemblée publique du COGER tenu le 20 juin dernier, des dizaines de commerçants, citoyens, groupes communautaires et socioéconomiques ont participé à l'élaboration des quatre principaux objectifs du comité. Le point le

plus important demeure l'augmentation du nombre de résidents dans les quartiers du centre-ville. L'équation est fort simple. Pour augmenter le nombre de clients, il faut augmenter le nombre de résidents.

L'environnement demeure l'une des quatre priorités. Dans le contexte actuel, il faut développer un centre-ville «vert» avec tout ce que cela implique en matière de développement durable. Pourquoi pas un projet de tramway entre les deux artères commerciales qui permettrait à baisser le nombre de voitures qui circulent sans oublier l'ajout d'arbres et de verdure pour embellir les commerces? Les idées ne manquent pas. Il faut seulement s'assurer de maintenir le dialogue entre les différents intervenants

Finalement, la dispersion commerciale et la mise en valeur du patrimoine demeurent également des dossiers prioritaires pour le COGER. Il faut évidemment revoir la façon dont le développement commercial s'exerce dans nos quartiers et mettre en valeur les espaces et les bâtiments qui ont fait l'histoire du secteur. Il est impératif de mettre en valeur ce qui enrichi actuellement nos espaces et mettre en symbiose les projets de revitalisation.

Avec ses quatre objectifs, le COGER entreprendra ses travaux au début septembre afin de se doter d'une vision à long terme du développement commercial. Avec l'appel de la Ville de Gatineau et la mobilisation autour de la revitalisation du centre-ville, les commerçants doivent maintenant utiliser les mécanismes en place afin de s'unir pour mieux bâtir. La balle est dans notre camp. C'est maintenant ou jamais.

Yves Desjardins,
président du COGER
Louise Angers,
présidente de l'AGAP

Monte Silberg réagit

Le ministre fédéral des Ressources humaines et du Développement social, Monte Solberg, réagit ci-après à notre récente manchette relativement au programme «Emplois d'été du Canada».

Je tiens à rétablir les faits. L'article sur les emplois d'été que vous avez récemment publié reposait sur des renseignements portant sur l'ancien programme libéral appelé «Placement carrière-été». En raison des critères d'admissibilité établis pour ce programme, les grandes entreprises étaient souvent admissibles à des subventions.

Nous avons reconnu les problèmes et, pour les résoudre, nous avons créé le nouveau programme «Emplois d'été Canada».

Dans le cadre du nouveau programme, les décisions relatives au financement ont été prises selon des critères clairs et expli-

cites, identiques pour tous les demandeurs. Seuls les employeurs du secteur privé ayant 50 employés ou moins pouvaient désormais présenter une demande de subventions.

Le programme «Emplois d'été Canada» aide les étudiants à acquérir la meilleure expérience de travail possible. Ils disposeront ainsi de tous les outils nécessaires pour réussir dans leur future carrière.

Comme vous l'avez indiqué dans l'article, le programme «Emplois d'été Canada» a créé, cet été, des dizaines de milliers d'emplois de qualité pour les étudiants. Je suis fier de constater que, depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement du Canada, le taux d'emploi étudiant est le plus élevé des 16 dernières années.

Monte Solberg
Ministre des Ressources humaines
et du Développement social

Le jeu syrien

Il n'a pas fallu longtemps pour que le Secrétaire général de l'ONU se rende compte de la détermination du président syrien Bachar al-Assad à déstabiliser le Liban, voire toute la région, advenant la mise sur pied du tribunal international sur l'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri, tel que le stipule la résolution 1757 du Conseil de Sécurité des Nations unies.

S'il y a un sens à cette «fuite» parue dans le quotidien *Le Monde*, c'est celui du message que le régime de Damas tente de faire passer sur sa volonté d'être toujours considéré comme un joueur indispensable au Moyen-Orient version américaine. Depuis un certain temps, la Syrie multiplie les signes d'ouverture envers une éventuelle reprise des pourparlers de paix avec Israël versus une possibilité d'affrontement contre l'État hébreu. Des rumeurs courent dans les pays arabes selon quoi Damas aurait choisi de lancer «au mois de septembre» des attaques contre les positions israéliennes sur le Plateau du Golan, advenant le rejet d'Israël de se retirer de cette terre syrienne occupée en 1967.

ASSAD PLUS DÉTERMINÉ QUE JAMAIS

Le fait que le régime Assad tente de diffuser de telles informations est en soi un signe que Damas ne lâche pas prise devant les pressions internationales et semble être prête à aller jusqu'au bout quitte à déstabiliser le Liban et aussi l'ensemble de la région. À regarder de plus près, on constate que la politique syrienne s'allie de plus en plus sur celle de l'Iran pour contrer une autre politique arabe, cette fois-ci saoudienne. Des observateurs occidentaux et arabes mettent le blâme sur le Royaume wahhabite et notamment sur ses alliés libanais, dont la famille Hariri en particulier, pour avoir monté et financé des groupuscules sunnites intégristes afin de faire face au chiisme de l'Iran et du Hezbollah et qui, aujourd'hui, se retournent contre l'Arabie saoudite. Ces groupes fondamentalistes seraient ceux-là mêmes qui se battent aujourd'hui au Liban contre l'Armée libanaise, aidés par les Palestiniens des camps militaires dits de réfugiés et dont la majorité des combattants seraient de nationalités saoudiennes. C'est du moins ce que rapportent les journaux arabes dans la région.

Face à une marée chiite qui déferle sur le Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite semble avoir mis le paquet pour former un axe sunnite dont les premiers affrontements se déroulent en Irak et au Liban. Soucieuse de préserver sa place sur l'échiquier régional, la Syrie des Assad s'allie à l'Iran pour s'opposer du coup à trois politiques qui tentent de changer le visage

ser les institutions du pays et en créant le spectre d'une nouvelle guerre d'été à partir du Sud pour ruiner la saison touristique désespérément attendue au Liban. La dernière stratégie viserait alors une alliance avec l'Iran pour faire encore peur aux Arabes des pays du Golfe à travers des signaux qui



ASSOCIATED PRESS

Le président Bachar al-Assad devant le parlement syrien

du Moyen-Orient. La première étant la démocratisation de la région telle que vue par l'Administration Bush à travers l'élimination du parti Baath irakien et la mise en place d'une démocratie représentative. La seconde est celle de faire du Liban un exemple de cohabitation de différentes communautés aux intérêts souvent divergents et ainsi pousser à la naissance de nouvelles entités régionales politiques démocratiques qui remplaceraient les dictatures en place. Finalement, celle de se voir perdre le droit à une voix de choix sur l'échiquier des grands et participer à la vision américaine sur l'avenir de la région.

LES TROIS AXES DE LA POLITIQUE SYRIENNE

Pour ce qui est de la première, Damas a trouvé sa réponse et sa stratégie dans la mobilisation des intégristes et des terroristes aussi bien chiites que sunnites, en les armant, les entraînant et en leur assurant un refuge et un point de départ pour commettre leurs crimes aussi bien contre les Libanais que contre les casques bleus de la FINUL. Et lorsqu'ils ne prennent pas la direction de l'Irak pour se battre contre les Marines, ils se replient dans les camps militaires palestiniens au Liban. Quant à la seconde, Assad tente de casser une fois pour de bon la notoriété saoudienne sur le Liban en brisant le consensus national et en poussant le Hezbollah à paraly-

rendent les pays de cette région, nerveux, tel que fut le cas il y a quelques jours au Bahreïn suite aux propos tenus par Téhéran qui demandait le retour de la partie chiite du Bahreïn dans son giron...

Bref, Assad semble avoir lu dans le livre machiavélique de son père feu Hafez al-Assad, tout en appliquant ses recettes avec cynisme et détermination, car il n'a plus rien à perdre, mais tout à gagner. La question principale serait alors de savoir si l'Occident tombera encore une fois dans le piège syrien au nom d'une certaine Realpolitik qui maintiendrait une certaine stabilité au détriment des libertés aussi bien du Liban que des autres pays en quête d'un changement notable. La tentative de Paris de rassembler les différentes factions libanaises autour d'un consensus pourrait opposer une partie des plans de Damas, mais c'est aux États-Unis que revient la charge de décider de l'avenir de régime de terreur... Or, le problème majeur que Washington rencontre, c'est le manque d'alternative au régime actuel en Syrie. Car, entre une dictature d'une minorité alaouite coopérante et un régime d'une majorité sunnite islamiste des Frères musulmans, la logique américaine et celle de l'Occident semblent opter pour la première...

Alain-Michel Ayache,
Spécialiste du Moyen-Orient
Département de
Science politique, UQAM